

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 875

[2009/200879]

**12 FEVRIER 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon  
modifiant le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau  
en ce qui concerne les servitudes légales d'utilité publique dans le secteur de l'eau**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, notamment les articles D.223 et D.224;  
Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 38.887/4, donné le 26 septembre 2005, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>,  
des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 février 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 février 2005;

Vu l'avis de la Commission consultative de l'eau du 23 mars 2005;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne du 19 avril 2005;

Vu l'avis de la S.P.G.E. du 4 mai 2005;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, il est inséré, dans le Titre I<sup>er</sup> de la Partie III, un chapitre rédigé comme suit :

« CHAPITRE X. — *Servitudes d'utilité publique*

*Section 1<sup>re</sup>. — Définitions*

Art. R.307bis. Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> "Ministre" : le Ministre qui a la Politique de l'Eau dans ses attributions;

2<sup>o</sup> "administration" : la Division de l'Eau de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne.

*Section 2. — Déclaration d'utilité publique*

Art. R.307bis-1. Lorsqu'un gestionnaire souhaite bénéficier d'une servitude d'utilité publique pour établir des installations sous, sur ou au-dessus de terrains privés ou du domaine privé non bâtis, il introduit une demande de déclaration d'utilité publique auprès de l'administration.

La demande de déclaration d'utilité publique est établie au moyen du formulaire dont le modèle figure en annexe XLIII, en deux exemplaires plus autant d'exemplaires qu'il y a de communes concernées.

Cette demande est accompagnée des documents suivants :

1<sup>o</sup> le(s) plan(s) des installations projetées, à l'échelle 1/2 500<sup>e</sup> au moins, mentionnant notamment les limites cadastrales traversées et les références cadastrales des terrains dont l'occupation est envisagée;

2<sup>o</sup> la liste, par commune concernée, des détenteurs de droits réels sur les terrains dont l'occupation est projetée telle qu'elle résulte de la documentation cadastrale, éventuellement corrigée de ses erreurs, ainsi que la liste des locataires intéressés de ces terrains.

Sans préjudice de l'article R. 307bis-18, la demande de déclaration d'utilité publique est envoyée par recommandé ou remise contre récépissé à l'administration.

Art. R.307bis-2. Dès réception de la demande, l'administration examine si le dossier contient l'ensemble des éléments requis.

Si le dossier est incomplet, l'administration le notifie au gestionnaire dans les sept jours de sa réception. Le gestionnaire transmet les éléments manquants à l'administration dans les meilleurs délais.

Art. R.307bis-3. § 1<sup>er</sup>. Lorsque le dossier est complet, l'administration en transmet, dans les sept jours de sa réception ou de la réception des éléments manquants, une copie aux communes sur le territoire desquelles les installations sont envisagées afin qu'elles organisent une enquête publique.

Dans les quinze jours de la réception du dossier, le collège communal ouvre une enquête publique conformément aux dispositions du Titre III de la Partie III du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

Art. R.307bis-4. Dans les quinze jours à dater de la réception du dernier procès-verbal d'enquête publique, l'administration soumet au Ministre une proposition de décision.

Dans les quinze jours de la réception de la proposition de décision, le Ministre arrête sa décision.

*Section 3. — Modalités de calcul et d'indexation des indemnités dues au propriétaire du fonds grevé par la servitude d'utilité publique ou aux détenteurs de droits réels attachés à ce fonds*

Art. R.307bis-5. Pour les canalisations dont la génératrice supérieure se situe à une profondeur minimale d'un mètre sous le relief naturel du sol, le montant d'indemnités est égal, par terrain occupé, au montant de référence S indexé conformément à l'article R.307bis-6 et multiplié par le nombre, arrondi à l'unité supérieure, de mètres-carrés de portion de terrain visé à l'article R.307bis-7.

Le montant de référence S est fixé sur base du tableau ci-dessous :

S	Province du Brabant wallon	Province du Hainaut	Province de Liège	Province du Luxembourg	Province de Namur
Terrains affectés à l'agriculture	€ 1,40	€ 0,6173	€ 0,8444	€ 0,30	€ 0,5630
Autres terrains	€ 0,4667	€ 0,2563	€ 0,1511	€ 0,0973	€ 0,1957

Pour les autres installations occupant le terrain, telles notamment les chambres et les bâtiments, le montant d'indemnités est égal, par terrain occupé, au montant de référence P indexé conformément à l'article R.307bis-6 et multiplié par le nombre, arrondi à l'unité supérieure, de mètres-carrés de portion de terrain visé à l'article R.307bis-7.

Le montant de référence P est fixé sur base du tableau ci-dessous :

P	Province du Brabant wallon	Province du Hainaut	Province de Liège	Province du Luxembourg	Province de Namur
Terrains affectés à l'agriculture	€ 2,80	€ 1,2346	€ 1,6888	€ 0,60	€ 1,1260
Autres terrains	€ 0,9333	€ 0,5125	€ 0,3022	€ 0,1947	€ 0,3913

L'occupation du terrain par des câbles électriques, de télécommunication ou de protection cathodique longeant les canalisations et fonctionnellement attachés aux installations du gestionnaire, ainsi que par d'autres équipements accessoires aux installations tels notamment des regards, repères, balises, bornes incendie, purgeurs, ne donne pas lieu à une indemnité spécifique mais est couverte par les indemnités forfaitaires calculées conformément au présent article.

Art. R.307bis-6. Les montants de référence S et P sont indexés au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année sur base de l'indice-santé du mois d'octobre qui précède. Ils sont rattachés à l'indice-pivot du mois d'octobre 2006, soit 104,32 (base 2004 = 100).

#### Section 4. — Interdictions et prescriptions à observer à proximité des installations

Art. R.307bis-7. Sauf autorisation expresse du gestionnaire, les actes et travaux suivants sont interdit, pour les canalisations dont la génératrice supérieure se situe à une profondeur minimale d'1 mètre sous le relief naturel du sol, dans la portion de terrain comprise entre les plans verticaux distants d'1,50 mètre de part et d'autre de l'axe de la canalisation et, pour les autres installations souterraines, en surface ou aériennes, dans la portion de terrain délimitée par les plans verticaux distants d'1,50 mètre des limites extérieures de ces installations :

- ériger des constructions, de quelque espèce que ce soit;
- planter ou laisser pousser des arbres ou arbustes, même s'ils proviennent de semis naturels, sauf des haies constituées de plants à racines à faible développement délimitant des propriétés ou des exploitations différentes;
- pratiquer des fouilles;
- à l'exception d'apports réalisés dans le cadre d'une exploitation agricole normale du terrain, effectuer des déplacements ou enlèvements de terre de nature à modifier le relief du sol ou à nuire à la stabilité des installations;
- établir un dépôt de matières toxiques et notamment d'hydrocarbures.

Par dérogation à l'alinéa précédent, à la demande du gestionnaire, le Ministre peut, dans l'arrêté de déclaration d'utilité publique, aménager, étendre ou restreindre la portion de terrain concernée en fonction de circonstances techniques ou de la configuration des lieux ou encore en vue de limiter un risque potentiel de nuisance pour les installations.

Art. R.307bis-8. Dans le cas d'installations autres que des canalisations dont la génératrice supérieure se situe à une profondeur minimale d'un mètre sous le relief naturel du sol, le gestionnaire a la faculté d'ériger des clôtures à l'intérieur de la portion de terrain déterminée à l'article R.307bis-7 lorsqu'il le juge nécessaire pour assurer la protection ou la sécurité de ses installations ou pour éviter certains risques résultant pour le voisinage de la présence de ses installations.

Dans ce cas, il assure l'entretien normal des portions de terrain auxquelles il a restreint l'accès.

A défaut de clôtures érigées par le gestionnaire, les détenteurs de droits réels sur le bien immeuble grevé de la servitude d'utilité publique et/ou ses occupants continuent, chacun pour ce qui le concerne, à jouir du sol et à assumer les charges d'entretien des lieux dans le respect du décret et des interdictions et prescriptions prévues par la présente section.

Art. R.307bis-9. Le gestionnaire peut en tout temps avoir accès à ses installations, notamment en vue de leur surveillance ou de leur entretien, en ce compris leur renouvellement, sans préjudice au droit des détenteurs de droit réel sur le terrain grevé de la servitude ou de ses occupants à être indemnisés de tout préjudice qui pourrait en résulter. Cet accès s'effectue par la portion de terrain déterminée à l'article 307bis-7 ou, en cas d'obstacle ou d'empêchement, par la voie ordinaire d'accès au terrain grevé de la servitude d'utilité publique ou toute autre voie d'accès à convenir avec le propriétaire.

#### Section 5. — Demande d'achat du terrain occupé par le propriétaire

Art. R.307bis-10. Dans les deux ans à dater de la notification de la déclaration d'utilité publique, le propriétaire peut informer le Gouvernement qu'il demande au bénéficiaire de la servitude d'acheter le terrain occupé.

#### Section 6. — Dispositions finales

Art. R.307bis-11. L'introduction de la demande de déclaration d'utilité publique ainsi que l'ensemble des notifications et transmissions d'information prescrites par le présent arrêté sont valablement effectuées par voie électronique.

Toutefois, lorsque des documents transmis doivent être signés en original, ils sont envoyés au moins en un exemplaire à leur destinataire sur support papier ou sur support informatique signé électroniquement. »

**Art. 2.** Dans la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, il est ajouté une annexe LV rédigée comme suit :

« ANNEXE LV

Formulaire de demande de déclaration d'utilité publique :

<p><u>Cadre réservé à l'administration</u></p> <p>Dossier n° .....</p> <p>Dépôt ou réception du dossier le : .....</p> <p>Envoi de l'accusé de réception et transmis pour enquête publique le : .....</p> <p>Réception du dernier procès-verbal d'enquête le : .....</p> <p>Proposition de décision transmise au Ministre le : .....</p> <p>Notification de la décision au gestionnaire et aux intéressés le : .....</p> <p>Publication au <i>Moniteur belge</i> sollicitée le : .....</p>
--

1. Identité du demandeur.

1.1. Si le demandeur est une personne physique :

<p>Nom, prénom : .....</p> <p>Date et lieu de naissance : ..... le .....</p> <p>Adresse :</p> <p>Rue : ..... N° : ..... Bte : .....</p> <p>Code postal : ..... Commune : .....</p> <p>Tél. bureau : ..... Fax bureau : .....</p> <p>Tél. privé : ..... Tél. mobile : .....</p> <p>Courriel : .....</p>
--

1.2. Si le demandeur est une personne morale :

<p>Dénomination : .....</p> <p>Forme juridique : .....</p> <p>N° de registre des personnes morales : .....</p> <p>Siège social :</p> <p>Rue : ..... N° : ..... Bte : .....</p> <p>Code postal : ..... Commune : .....</p> <p>Tél. : ..... Fax : .....</p> <p>Personne(s) habilitée(s) à représenter la personne morale :</p> <p>Nom, prénom : .....</p> <p>Qualité : .....</p> <p>Nom, prénom : .....</p> <p>Qualité : .....</p> <p>Personne de contact :</p> <p>Nom, prénom : .....</p> <p>Tél. bureau : ..... Fax bureau : .....</p> <p>Courriel : .....</p>
--

2. Objet de la demande.

2.1. Identification des installations projetées :

Catégorie(s) du projet : production d'eau - distribution d'eau - collecte d'eaux usées - assainissement d'eaux usées (\*)  
Dénomination du projet : .....

.....

.....

Description sommaire de la nature des installations projetées :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

2.2. Justification de l'utilité publique du projet :

Motivation de l'utilité publique en fait et en droit :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

3. Prescriptions particulières pour les actes et travaux à proximité des installations :

Le cas échéant, description et motivation des adaptations nécessaires :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

4. Annexes :

Liste des annexes :

.....

.....

.....

.....

.....

## 5. Signature :

Fait à ....., le .....,  
Signature du demandeur ou de la (des) personne(s) physique(s) habilitée(s) à le représenter

(\*) Biffer la ou les mentions inutiles »

Vu pour être annexé à la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau

**Art. 3.** Le Ministre qui a la Politique de l'Eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 février 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 875

[2009/200879]

**12. FEBRUAR 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die gesetzlichen gemeinnützigen Dienstbarkeiten im Wassersektor betrifft**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, insbesondere der Artikel D.223 und D.224;

Aufgrund des am 26. September 2005 in Anwendung des Artikels 84 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 38.887/4 des Staatsrats;

Aufgrund des am 7. Februar 2005 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 17. Februar 2005 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Gutachtens des Beratungsausschusses für Wasser vom 23. März 2005;

Aufgrund des am 19. April 2005 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des Gutachtens der "S.P.G.E." ("Société publique de Gestion de l'Eau") (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) vom 4. Mai 2005;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

Beschließt:

**Artikel 1** - Im verordnungsrechtlichen Teil des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird in Titel I des Teils III ein Kapitel mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«KAPITEL X — Gemeinnützige Dienstbarkeiten

Abschnitt 1 — Definitionen

Art. R.307bis - Zur Anwendung des vorliegenden Kapitels gelten folgende Definitionen:

1 "Minister": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört;

2° "Verwaltung": die Abteilung Wasser der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region.

Abschnitt 2 — Gemeinnützigkeitserklärung

Art. R.307bis-1 - Wenn ein Betreiber eine gemeinnützige Dienstbarkeit in Anspruch nehmen möchte, um unter, auf oder über nicht bebauten privaten Grundstücken oder Grundstücken des Privateigentums Anlagen einzurichten, reicht er bei der Verwaltung einen Antrag auf eine Gemeinnützigkeitserklärung ein.

Der Antrag auf eine Gemeinnützigkeitserklärung wird mittels des Formulars, dessen Muster in der Anlage XLIII angeführt wird, in zwei und zusätzlich in so vielen Exemplaren erstellt wie es betroffene Gemeinden gibt.

Diesem Antrag werden folgende Dokumente hinzugefügt:

1° der bzw. die Pläne der vorgesehenen Anlagen, mindestens im Maßstab 1/2 500, in dem bzw. in denen insbesondere die überquerten Katastergrenzen und die Grundbuchbezeichnungen der Grundstücke, deren Belegung in Aussicht genommen wird, angegeben werden;

2° die Liste pro betroffene Gemeinde der Inhaber dinglicher Rechte an den Grundstücken, deren Belegung vorgesehen ist, so wie diese aus der eventuell berechtigten Katasterdokumentation hervorgeht, sowie die Liste der von diesen Grundstücken betroffenen Mieter.

Unbeschadet des Artikels R. 307bis-18 wird der Antrag auf eine Gemeinnützigkeitserklärung der Verwaltung per Einschreiben übermittelt oder gegen Empfangsbestätigung ausgehändigt.

Art. R.307bis-2 - Sobald der Antrag bei der Verwaltung eingegangen ist, überprüft diese, ob die Akte die Gesamtheit der geforderten Elemente beinhaltet.

Wenn die Akte unvollständig ist, setzt die Verwaltung den Betreiber innerhalb von sieben Tagen ab deren Eingang davon in Kenntnis. Der Betreiber übermittelt der Verwaltung die fehlenden Elemente so schnell wie möglich.

Art. R.307bis-3 - § 1 - Wenn die Akte vollständig ist, übermittelt die Verwaltung den Gemeinden, auf deren Gebiet die Anlagen geplant sind, innerhalb von sieben Tagen ab dem Eingang der Akte oder der fehlenden Elemente eine Abschrift, damit diese eine öffentliche Untersuchung organisieren.

Innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Eingang der Akte leitet das Gemeindegremium eine öffentliche Untersuchung gemäß den Bestimmungen des Titels III des Teils III des Buches I des Umweltgesetzbuches ein.

Art. R.307bis-4 - Innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Eingang des letzten Protokolls der öffentlichen Untersuchung unterbreitet die Verwaltung dem Minister einen Beschlussvorschlag.

Innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Beschlussvorschlags erlässt der Minister seinen Beschluss.

*Abschnitt 3* — Modalitäten zur Berechnung und Indexierung der dem Eigentümer des mit der gemeinnützigen Dienstbarkeit belasteten Grundstücks oder den Inhabern von mit diesem Grundstück verbundenen dinglichen Rechten geschuldeten Entschädigungen

Art. R.307bis-5 - Für die Leitungen, deren obere Mantellinie sich mindestens ein Meter unter dem natürlichen Bodenrelief befindet, entspricht der Betrag der Entschädigungen pro belegtes Grundstück dem Referenzbetrag S, der gemäß Artikel R.307bis-6 indexiert und mit der auf die obere Einheit aufgerundeten Anzahl Quadratmeter des in Artikel R.307bis-7 erwähnten Grundstücksteils multipliziert wird.

Der Referenzbetrag S wird auf der Grundlage der nachstehenden Tabelle festgelegt:

S	Provinz Wallonisch-Brabant	Provinz Hennegau	Provinz Lüttich	Provinz Luxemburg	Provinz Namur
Zu landwirtschaftlichen Zwecken bestimmte Grundstücke	€ 1,40	€ 0,6173	€ 0,8444	€ 0,30	€ 0,5630
Andere Grundstücke	€ 0,4667	€ 0,2563	€ 0,1511	€ 0,0973	€ 0,1957

Für die anderen Anlagen, die das Grundstück belegen, wie insbesondere die Kammern und Gebäude, entspricht der Betrag der Entschädigungen pro belegtes Grundstück dem Referenzbetrag P, der gemäß Artikel R.307bis-6 indexiert und mit der auf die obere Einheit aufgerundeten Anzahl Quadratmeter des in Artikel R.307bis-7 erwähnten Grundstücksteils multipliziert wird.

Der Referenzbetrag P wird auf der Grundlage der nachstehenden Tabelle festgelegt:

P	Provinz Wallonisch-Brabant	Provinz Hennegau	Provinz Lüttich	Provinz Luxemburg	Provinz Namur
Zu landwirtschaftlichen Zwecken bestimmte Grundstücke	€ 2,80	€ 1,2346	€ 1,6888	€ 0,60	€ 1,1260
Andere Grundstücke	€ 0,9333	€ 0,5125	€ 0,3022	€ 0,1947	€ 0,3913

Die Belegung des Grundstücks mit elektrischen Kabeln, Fernmeldekabeln oder kathodischen Schutzkabeln, die an Leitungen entlanglaufen und funktionsmäßig zu den Anlagen des Betreibers gehören, sowie mit anderen, zu den Anlagen gehörenden Ausstattungen, wie insbesondere Schächte, Hinweis- und Markierungszeichen, Feuerwehydranten, Ablassventile, gibt keinen Anlass zu einer spezifischen Entschädigung, wird jedoch durch die gemäß dem vorliegenden Artikel berechneten pauschalen Entschädigungen gedeckt.

Art. R.307bis-6 - Die Referenzbeträge S und P werden am 1. Januar eines jeden Jahres auf der Grundlage des Gesundheitsindex des vorhergehenden Monats Oktober indexiert. Sie sind an den Leitindex des Monats Oktober 2006, das heißt 104,32 (Basis 2004 = 100) gebunden.

*Abschnitt 4* — In Nähe der Anlagen zu beachtende Verbote und Vorschriften

Art. R.307bis-7 - Vorbehaltlich der ausdrücklichen Genehmigung des Betreibers sind die nachstehenden Handlungen und Arbeiten für die Leitungen, deren obere Mantellinie sich mindestens ein Meter unter dem natürlichen Bodenrelief befindet, auf dem Grundstückteil zwischen den 1,50 Meter beiderseits der Leitungsachse entfernten Lotebenen, und für die anderen unterirdischen, an der Erdoberfläche befindlichen oder oberirdischen Anlagen auf dem durch die 1,50 Meter von den äußeren Grenzen dieser Anlagen entfernten Lotebenen abgegrenzten Grundstückteil verboten:

- Bauten errichten, welcher Art auch immer;
- Bäume oder Sträucher pflanzen oder wachsen lassen, auch wenn sie aus natürlicher Aussaat stammen, mit Ausnahme der aus schwach wurzelnden Pflanzen bestehenden Hecken, die verschiedene Grundstücke oder Betriebe von einander abgrenzen;
- Ausgrabungen vornehmen;
- mit Ausnahme von im Rahmen einer normalen landwirtschaftlichen Nutzung des Grundstücks durchgeführten Zuführungen, Erde derart verlagern oder abtragen, dass das Bodenrelief verändert oder die Standsicherheit der Anlagen beeinträchtigt wird;
- ein Lager mit giftigen Stoffen, insbesondere Kohlenwasserstoffen, einrichten.

In Abweichung von dem vorhergehenden Absatz und auf Antrag des Betreibers kann der Minister im Gemeinnützigkeitserklärungserlass das betroffene Grundstück unter Berücksichtigung technischer Umstände oder der örtlichen Gegebenheiten oder auch im Hinblick auf die Einschränkung eines potenziellen Schädigungsrisikos für die Anlagen umgestalten, erweitern oder einschränken.

Art. R.307bis-8 - Im Falle anderer Anlagen als Leitungen, deren obere Mantellinie sich mindestens ein Meter unter

dem natürlichen Bodenrelief befindet, hat der Betreiber die Möglichkeit, innerhalb des in Artikel R.307bis-7 bestimmten Grundstückteils Zäune zu errichten, wenn er es als notwendig erachtet, um den Schutz oder die Sicherheit seiner Anlagen zu gewährleisten oder um bestimmte Risiken zu vermeiden, die sich für die Umgebung aus dem Vorhandensein seiner Anlagen ergeben.

In diesem Fall übernimmt er den normalen Unterhalt der Grundstückteile, deren Zugang er eingeschränkt hat.

Wenn der Betreiber keine Zäune errichtet hat, haben die Inhaber dinglicher Rechte an dem mit der gemeinnützigen Dienstbarkeit belasteten Immobiliengut und/oder dessen Benutzer, jeder soweit es ihn betrifft, weiterhin die Nutznießung des Bodens und die Unterhaltungslast der Örtlichkeiten unter Einhaltung des Dekrets und der in dem vorliegenden Abschnitt vorgesehenen Verbote und Vorschriften.

Art. R.307bis-9 - Der Betreiber hat jederzeit Zugang zu seinen Anlagen, insbesondere im Hinblick auf deren Überwachung oder Unterhaltung, einschließlich ihrer Erneuerung, unbeschadet des Rechts der Inhaber dinglicher Rechte an dem mit der gemeinnützigen Dienstbarkeit belasteten Grundstücks oder dessen Benutzer, für jeglichen Schaden entschädigt zu werden, der sich daraus ergeben könnte. Dieser Zugang erfolgt über den in Artikel 307bis-7 bestimmten Grundstückteil oder, im Störungs- oder Verhinderungsfall, über den gewöhnlichen Zugangsweg zu dem mit der gemeinnützigen Dienstbarkeit belasteten Grundstück oder über jeglichen anderen, mit dem Eigentümer zu vereinbarenden Zugangsweg.

#### Abschnitt 5 — Antrag auf den Erwerb des belegten Grundstücks durch den Eigentümer

Art. R.307bis-10 - Innerhalb von zwei Jahren ab der Zustellung der Gemeinnützigkeitserklärung kann der Eigentümer die Regierung davon in Kenntnis setzen, dass er vom Dienstbarkeitsberechtigten verlangt, dass er das belegte Grundstück erwirbt.

#### Abschnitt 6 — Schlussbestimmungen

Art. R.307bis-11 - Die Einreichung des Antrags auf eine Gemeinnützigkeitserklärung, sowie die gesamten, durch den vorliegenden Erlass vorgeschriebenen Informationszustellungen und -übermittlungen werden ordnungsgemäß auf elektronischem Wege durchgeführt.

Wenn die Originale der übermittelten Dokumente jedoch unterzeichnet werden müssen, wird ihrem Empfänger mindestens ein Exemplar in Papierform oder elektronischer Form mit elektronischer Unterschrift zugesandt.»

**Art. 2** - Im verordnungsrechtlichen Teil des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird eine Anlage LV mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

#### «ANLAGE LV

Formular zum Antrag auf eine Gemeinnützigkeitserklärung:

##### Der Verwaltung vorbehaltenes Feld

Akte Nr. ....

Aushändigung oder Eingang der Akte am: .....

Entsendung der Empfangsbestätigung und Übermittlung für die öffentliche Untersuchung am: .....

Eingang des letzten Untersuchungsprotokolls am: .....

Übermittlung des Beschlussvorschlags an den Minister am: .....

Zustellung des Beschlussvorschlags an den Betreiber und die betroffenen Personen am: .....

Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* ersucht am: .....

1. 1° Identität des Antragstellers.

1.1. Wenn der Antragsteller eine natürliche Person ist:

Name, Vorname: .....

Geburtsort und -datum: ..... am .....

Anschrift:

Straße: ..... Nr.: ..... BFK: .....

Postleitzahl: ..... Gemeinde: .....

Tel. Büro: ..... Fax Büro: .....

Tel. Privat: ..... Mobiltelefon: .....

E-Mail: .....





## 3. Sondervorschriften für die Handlungen und Arbeiten in Nähe der Anlage:

Gegebenenfalls Beschreibung und Begründung der notwendigen Anpassungen:

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

## 4. Anlagen:

Liste der Anlagen:

.....

.....

.....

.....

.....

## 5. Unterschrift:

Geschehen zu ....., den .....

Unterschrift des Antragstellers oder der natürlichen Person(en), die zu dessen Vertretung befugt ist (sind)

(\*) Unzutreffendes bitte streichen.»

Gesehen, um dem verordnungsrechtlichen Teil des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, als Anlage beigefügt zu werden.

**Art. 3** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Februar 2009

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

—————  
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 875

[2009/200879]

**12 FEBRUARI 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wat betreft de wettelijke erfdienstbaarheden van openbaar nut in de watersector**

De Waalse Regering,

Gelet op boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op de artikelen D.223 en D.224;

Gelet op het advies nr. 38.887/4 van de Raad van State, gegeven op 26 september 2005, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 februari 2005;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 17 februari 2005;

Gelet op het advies van de "Commission consultative de l'eau" (Adviescommissie inzake het water) van 23 maart 2005;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest) van 19 april 2005;

Gelet op het advies van de "S.P.G.E." (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer) van 4 mei 2005;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
Besluit :

**Artikel 1.** In het regelgevende van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt in Titel I van Deel III een hoofdstuk X ingevoegd, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK X. — *Erfdienstbaarheden van openbaar nut*

*Afdeling 1. — Definities*

Art. R.307bis. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° "Minister" : de Minister die voor het Waterbeleid bevoegd is;

2° "administratie" : de "Division de l'Eau de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne" (de Afdeling Water van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest).

*Afdeling 2. — Verklaring van openbaar nut*

Art. R.307bis-1. Wanneer een beheerder in aanmerking wenst te komen voor een erfdiensbaarheid van openbaar nut om installaties te vestigen onder, op of boven private terreinen of op terreinen van het privédomein die niet bebouwd zijn, dient hij een aanvraag tot verklaring van openbaar nut bij de administratie in.

Voor de aanvraag tot verklaring van openbaar nut wordt gebruik gemaakt van een formulier waarvan het model in bijlage XLIII gaat, in twee exemplaren, plus één exemplaar per betrokken gemeente.

Die aanvraag gaat vergezeld van de volgende stukken :

1° het plan (de plannen) van de geplande installaties, op minimum de schaal 1/2 500e, met melding van o.a. de doorkruiste kadastrale grenzen en de kadastrale referenties van de terreinen waarvan de bezetting overwogen wordt;

2° de lijst, per betrokken gemeente, van de houders van zakelijke rechten op de terreinen waarvan de bezetting overwogen wordt, zoals ze uit de kadastrale documentatie resulteert, eventueel met een rechtzetting van de fouten die ze bevat, alsook de lijst van de huurders die geïnteresseerd zijn in die terreinen.

Onverminderd artikel R. 307bis-18, wordt de aanvraag tot verklaring van openbaar nut bij aangetekend schrijven aan de administratie gericht of tegen bewijs van ontvangst afgegeven.

Art. R.307bis-2. Na ontvangst van de aanvraag gaat de administratie na of het dossier alle vereiste gegevens bevat.

Indien het dossier onvolledig is, geeft de administratie de beheerder kennis daarvan binnen zeven dagen na ontvangst ervan. De beheerder maakt de ontbrekende gegevens zo spoedig mogelijk aan de administratie over.

Art. R.307bis-3. § 1. Indien het dossier volledig is, stuurt de administratie binnen zeven dagen na ontvangst ervan of na ontvangst van de ontbrekende gegevens een afschrift daarvan naar de gemeenten op het grondgebied waarvan de vestiging van de installaties overwogen wordt opdat ze een openbaar onderzoek zouden kunnen organiseren.

Het gemeentecollege opent binnen vijftien dagen na ontvangst van het dossier een openbaar onderzoek overeenkomstig de bepalingen van titel III van deel III van Boek I van het Milieuwetboek.

Art. R.307bis-4. Binnen vijftien dagen na ontvangst van het laatste proces-verbaal van openbaar onderzoek legt de administratie een voorstel tot beslissing aan de Minister voor.

De Minister beslist binnen vijftien dagen na ontvangst van het voorstel tot beslissing.

*Afdeling 3. — Modaliteiten voor de berekening en de indexering van de vergoedingen verschuldigd aan de eigenaar van het door de erfdiensbaarheid van openbaar nut bezwaarde fonds of aan de houders van zakelijke rechten gebonden aan dat fonds*

Art. R.307bis-5. Voor de leidingen waarvan de bovenste generatrice zich op minstens één meter onder het natuurlijke bodemreliëf bevindt, is het bedrag van de vergoedingen per bezet terrein gelijk aan het referentiebedrag S geïndexeerd overeenkomstig artikel R.307bis-6 en vermenigvuldigd met het aantal m<sup>2</sup> terreingedeelte bedoeld in artikel R.307bis-7, afgerond naar de bovenste eenheid.

Het referentiebedrag S wordt vastgelegd op basis van onderstaande tabel :

S	Provincie Waals-Brabant	Provincie Henegouwen	Provincie Luik	Provincie Luxemburg	Provincie Namen
Terreinen bestemd voor landbouw	€ 1,40	€ 0,6173	€ 0,8444	€ 0,30	€ 0,5630
Overige terreinen	€ 0,4667	€ 0,2563	€ 0,1511	€ 0,0973	€ 0,1957

Voor de andere installaties die op het terrein gevestigd zijn, zoals o.a. de kamers en de gebouwen, is het bedrag van de vergoedingen per bezet terrein gelijk aan het referentiebedrag P geïndexeerd overeenkomstig artikel R.307bis-6 en vermenigvuldigd met het aantal m<sup>2</sup> terreingedeelte bedoeld in artikel R.307bis-7, afgerond naar de bovenste eenheid.

Het referentiebedrag S wordt vastgelegd op basis van onderstaande tabel.

P	Provincie Waals-Brabant	Provincie Henegouwen	Provincie Luik	Provincie Luxemburg	Provincie Namen
Terreinen bestemd voor landbouw	€ 2,80	€ 1,2346	€ 1,6888	€ 0,60	€ 1,1260
Overige terreinen	€ 0,9333	€ 0,5125	€ 0,3022	€ 0,1947	€ 0,3913

De bezetting van het terrein door elektrische, telecom- of kathodische beschermingskabels die langs de leidingen liggen en die met de installaties van de beheerder functioneel verbonden zijn, alsook door andere bijkomende uitrustingen, zoals o.a. mangaten, bakens, brandkranen, ontlueters, geeft niet recht op een specifieke vergoeding maar wordt gedekt door de overeenkomstig dit artikel berekende forfaitaire vergoedingen.

Art. R.307bis-6. De referentiebedragen S en P worden jaarlijks op 1 januari geïndexeerd op basis van de gezondheidsindex van de vorige maand oktober. Ze zijn gekoppeld aan de spilindex van de maand oktober 2006, namelijk 104,32 (basis 2004 = 100).

#### Afdeling 4. — Verbodmaatregelen en voorschriften opgelegd in de buurt van de installaties

Art. R.307bis-7. Behalve uitdrukkelijke toestemming van de beheerder zijn de volgende handelingen en werkzaamheden verboden wat betreft de leidingen waarvan de bovenste generatrice zich minstens één meter onder het natuurlijke bodemreliëf bevindt, in het terreingedeelte tussen de verticale plannen gelegen op 1,50 meter afstand aan weerskanten van de as van de leiding en, wat betreft de overige installaties, ondergrondse, aan de oppervlakte of bovengrondse, in het terreingedeelte afgebakend door de verticale plannen gelegen op 1,50 meter van de buitengrenzen van die installaties :

- constructies bouwen, ongeacht de aard ervan;
- bomen of struiken planten of laten groeien, ook al komen ze voort uit natuurlijke zaden, behalve hagen bestaand uit zich laag ontwikkelende wortelplanten die verschillende eigenschappen of exploitaties afbakenen;
- opgravingen uitvoeren;
- met uitzondering van inbrengen in het raam van een normale landbouwexploitatie van het terrein, grondverplaatsingen of -verwijderingen uitvoeren die het bodemreliëf wijzigen of de stabiliteit van de installaties in het gedrang brengen;
- een opslagplaats voor giftige stoffen en o.a. koolwaterstoffen aanleggen.

In afwijking van het vorige lid, kan de Minister op verzoek van de beheerder bij het besluit tot verklaring van openbaar nut betrokken terreingedeelte inrichten, uitbreiden of inperken al naar gelang van de technische omstandigheden of van de plaatsligging of met het oog op de beperking van een potentieel hinderrisico voor de installaties.

Art. R.307bis-8. In het geval van andere installaties dan de leidingen waarvan de bovenste generatrice zich op minstens één meter onder het natuurlijke bodemreliëf bevindt, kan de beheerder omheiningen aanbrengen binnen het terreingedeelte bedoeld in artikel R.307bis-7 indien hij het nodig acht voor de bescherming of de veiligheid van zijn installaties of ter voorkoming van bepaalde risico's die de aanwezigheid van de installaties voor de buurt inhoudt.

In dat geval zorgt hij voor het normale onderhoud van de terreingedeelten waarvan hij de toegang heeft beperkt.

Indien de beheerder geen omheiningen aanbrengt, blijven de houders van zakelijke rechten op het door de erfdienstbaarheid van openbaar nut bezwaarde onroerend goed en/of de bezetters ervan, elk wat hem betreft, van de bodem genieten en de lasten i.v.m. het onderhoud van de plaats dragen met inachtneming van het decreet en van de verbodmaatregelen en voorschriften waarin deze afdeling voorziet.

Art. R.307bis-9. De beheerder kan altijd toegang tot zijn installaties krijgen, o.a. met het oog op het toezicht erop of op het onderhoud ervan, inclusief de hernieuwing ervan, onverminderd het recht van de houders van een zakelijk recht op het door de erfdienstbaarheid bezwaarde terrein of van de bezetters ervan op vergoeding van elke schade die daaruit zou kunnen ontstaan. Hij krijgt die toegang langs het terreingedeelte bedoeld in artikel 307bis-7 of, in geval van hindernis of verhindering, langs de gewone toegangsweg tot het door de erfdienstbaarheid van openbaar nut bezwaarde terrein of langs elke met de eigenaar overeen te komen toegangsweg.

#### Afdeling 5. — Aanvraag tot aankoop van het door de eigenaar bezette terrein

Art. R.307bis-10. De eigenaar kan de Regering binnen twee jaar, te rekenen van de kennisgeving van de verklaring van openbaar nut, meedelen dat hij de begunstigde van de erfdienstbaarheid erom verzoekt het bezette terrein te kopen.

#### Afdeling 6. — Slotbepalingen

Art. R.307bis-11. De aanvraag tot verklaring van openbaar nut, alsook het geheel van de bij dit besluit voorgeschreven kennisgevingen en overdrachten van informatie worden op geldige wijze ingediend langs de elektronische weg.

Wanneer de overgemaakte stukken evenwel in origineel getekend moeten worden, wordt minstens één exemplaar ervan op papieren drager of via een elektronisch getekende informaticadrager naar de bestemming gestuurd. »

**Art. 2.** Het regelgevende van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt aangevuld met een bijlage LV, luidend als volgt :

« BIJLAGE LV

Aanvraagformulier inzake verklaring van openbaar nut :

<p><u>Vak voorbehouden aan de administratie</u></p> <p>Dossiernummer .....</p> <p>Indiening of ontvangst van het dossier op : .....</p> <p>Bericht van ontvangst verzonden en voor openbaar onderzoek overgemaakt op : .....</p> <p>Ontvangst van het laatste proces-verbaal van onderzoek op : .....</p> <p>Voorstel tot beslissing overgemaakt aan de Minister op : .....</p> <p>Kennisgeving van de beslissing aan de beheerder en aan betrokkenen op : .....</p> <p>Bekendmaking in het <i>Belgisch Staatsblad</i> gevraagd op : .....</p>
--

1. Identiteit van de aanvrager.

1.1. Indien de aanvrager een natuurlijke persoon is :

<p>Naam, voornaam : .....</p> <p>Geboortedatum en -plaats : .....</p> <p>Adres :</p> <p>Straat : ..... Nr. : ..... Bus : .....</p> <p>Postcode : ..... Gemeente : .....</p> <p>Tel. kantoor : ..... Fax kantoor : .....</p> <p>Tel. privé : ..... Tel. mobile : .....</p> <p>Email : .....</p>
--

1.2. Indien de aanvrager een rechtspersoon is :

<p>Benaming : .....</p> <p>Rechtsvorm : .....</p> <p>Registernummer van de rechtspersonen : .....</p> <p>Maatschappelijke zetel :</p> <p>Straat : ..... Nr. : ..... Bus : .....</p> <p>Postcode : ..... Gemeente : .....</p> <p>Tel. : ..... Fax : .....</p> <p>Persoon (personen) bevoegd om de rechtspersoon te vertegenwoordigen :</p> <p>Naam, voornaam : .....</p> <p>Hoedanigheid : .....</p> <p>Naam, voornaam : .....</p> <p>Hoedanigheid : .....</p> <p>Contactpersoon :</p> <p>Naam, voornaam : .....</p> <p>Tel. kantoor : ..... Fax kantoor : .....</p> <p>Email : .....</p>
--



## 5. Handtekening :

Gedaan te ....., op .....  
Handtekening van de aanvrager of van de natuurlijke persoon (personen) bevoegd om hem te vertegenwoordigen

(\*) Schrappen wat niet past. »

Gezien om te worden gevoegd bij het regelgevende deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

**Art. 3.** De Minister bevoegd voor het Waterbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 februari 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 876

[2009/200928]

**19 FEVRIER 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon  
modifiant la composition du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, notamment les articles D.9 et R.7;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 octobre 2005 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mai 1995 fixant les règles de composition et de fonctionnement du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable et portant sur la nomination des membres, du président et des vice-présidents du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable, tel que modifié par les arrêtés des 2 février 2006, 10 octobre 2006, 1<sup>er</sup> mars 2007, 29 novembre 2007 et 14 mars 2008;

Considérant que Mme Marie Cors a été désignée représentante suppléante de d'Inter-Environnement Wallonie au sein du CWEDD, le 1<sup>er</sup> mars 2007;

Considérant qu'Inter-Environnement Wallonie a proposé une modification de sa représentation en date du 12 janvier 2009,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 octobre 2005 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mai 1995 fixant les règles de composition et de fonctionnement du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable et portant sur la nomination des membres, du président et des vice-présidents du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable, tel que modifié, Mme Marie Cors est remplacée par Mme Anne De Vlaminck en tant que représentante suppléante d'Inter-Environnement Wallonie au sein du CWEDD, à dater de la signature du présent arrêté.

**Art. 2.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 février 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN